

**CONSEIL DE LA REPUBLIQUE**

---

SESSION ORDINAIRE 1958 - 1959

---

**Service des Commissions.**

---

**BULLETIN DES COMMISSIONS**

---

## AFFAIRES ETRANGERES

**Jeudi 26 juin 1958.** — *Présidence de M. Marcel Plaisant, président.* — M. Marcel Plaisant a constaté qu'à la suite des élections, 9 nouveaux membres font désormais partie de la commission et leur a adressé un salut de bienvenue. Puis il a prononcé l'éloge funèbre de M. Pierre Commin et rappelé, notamment, le rôle qu'il a joué comme rapporteur des conventions du 3 juin 1955 entre la France et la Tunisie.

M. Marcel Plaisant a indiqué qu'il avait rendu visite au Ministre des Affaires étrangères en l'invitant à venir devant la commission faire un exposé général de la politique extérieure. Le Ministre s'est excusé de décliner cette invitation

en raison des directives données par M. le Président du Conseil aux Ministres concernant les auditions devant les commissions.

Toutefois, M. Couve de Murville s'est déclaré tout prêt à faire au Président de la commission, toutes les déclarations utiles à l'intelligence de la situation présente.

Sans avoir la prétention d'être parvenu à des acquêts nouveaux, le récent protocole franco-tunisien a eu le mérite d'ouvrir la reprise d'une négociation directe avec le Président Bourguiba, qui devrait permettre de trouver des solutions propices pour l'ensemble du contentieux.

Il est noté au passage que sur 12 aérodromes, il n'y avait pas de raison pour que 4 plutôt que d'autres fussent suspectés de servir de base aux rebelles. Si l'accord n'évoque pas le contrôle sur la frontière algéro-tunisienne, c'est parce que notre devoir est de l'assurer nous-mêmes et, en fait, depuis deux mois cette frontière tend vers l'imperméabilité.

Quatre mois de délai seront nécessaires pour assurer le regroupement des troupes à Bizerte. Dès maintenant, celles-ci ont récupéré leur entière liberté de circulation avec la détente que comporte ce résultat. Bizerte est et restera essentiellement une base aéronavale. Si des éléments terrestres doivent y demeurer, ce sera objet de négociations.

Contrairement à de fausses informations, il n'a jamais été question que le trajet de l'oléoduc d'Edjelé passe par la Tunisie : la question reste entière. Ce premier accord avec la Tunisie est de nature à rendre ce pays plus circonspect dans ses rapports avec les occupants de l'intérieur.

Au Maroc, la situation est plus calme et ouvre des perspectives de négociation telles, par exemple, que celles qui auront lieu sur l'évacuation éventuelle des troupes françaises.

M. Marcel Plaisant ayant questionné le ministre sur la conférence au sommet et, en particulier, sur le sort réservé à la note diplomatique du 5 mai et au message de M. Khrouchtchev du 11 juin, s'est vu répondre que la France n'était pas disposée à se laisser imposer un ordre du jour par l'Union soviétique.

S'il est vrai que les gouvernements occidentaux se sont concertés, en tous les cas le gouvernement français donnera une réponse indépendante dans l'esprit qui lui est propre. En particulier, c'est à tort que le dernier message soviétique accuserait la France de moyens dilatoires.

Comme le Président du Conseil doit rencontrer le premier ministre britannique Mac Millan les 29 et 30 juin et le Secrétaire d'Etat Dulles le 5 juillet, il en résultera une vue d'ensemble et peut-être des propositions dont on ne saurait préjuger.

Sur l'attitude de la France devant la crise brûlante du Proche-Orient qui met en péril l'équilibre de la Méditerranée, le Ministre a répondu que le gouvernement déploiera des efforts pour sauvegarder l'indépendance du Liban en évitant d'entrer en conflit avec Nasser.

Une discussion contradictoire s'est ensuite instituée au cours de laquelle ont pris la parole : M. Marius Moutet, Mme Thome-Patenôtre et M. Brizard. En particulier, M. Marius Moutet s'est inquiété de la position du Gouvernement devant la prochaine session de l'Union de l'Europe occidentale.

Mme Thome-Patenôtre a signalé le projet d'une association économique européenne qui aurait vu jour à Strasbourg lors de la dernière session du Parlement européen.

Les commissaires ont exprimé le désir que le président continue de les informer des intentions du Ministre.

Enfin, la commission a désigné :

Pour faire partie de la commission des Affaires d'Indochine :

MM. Yver, Kalenzaga, Brizard et Marius Moutet comme titulaires ;

MM. le Général Béthouart et Cerneau comme suppléants ;

Pour faire partie de la commission de la Recherche scientifique :

MM. Chazette et Portmann comme titulaires ;

MM. Tamzali et Radius comme suppléants ;

Pour faire partie de la commission de contrôle de l'exécution du Traité de C.E.C.A. :

MM. Southon, Guillaibert et Tinaud.

## AGRICULTURE

**Mercredi 18 juin 1958.** — *Présidence de M. Restat, président.*

— La commission a procédé à un échange de vues sur les conditions de son activité et le programme de ses travaux au cours des prochaines semaines. Elle a décidé de se réunir

le 9 juillet pour délibérer des principaux problèmes agricoles sur lesquels elle désire appeler l'attention du Ministre de l'Agriculture.

M. Georges Boulanger a été nommé rapporteur de la proposition de résolution (n° 424, session 1957-1958), de M. Kalb, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à la sauvegarde de l'artisanat rural.

M. Durieux a été nommé rapporteur de la proposition de résolution (n° 447, session 1957-1958), de M. Charles Durand, tendant à inviter le Gouvernement à instituer une détaxe de 15 p. 100 sur le matériel agricole, en substitution au régime de subvention actuellement en vigueur.

#### EDUCATION NATIONALE, BEAUX-ARTS, SPORTS, JEUNESSE ET LOISIRS

**Vendredi 27 juin 1958.** — *Présidence de M. Monichon, vice-président.* — La commission a procédé à la désignation de ses délégués à la commission de coordination de la recherche scientifique et du progrès technique.

MM. Jean Bertaud, de Maupeou et M'Bodje ont été confirmés dans leurs fonctions de membres titulaires de cette commission. De même, MM. Descomps et Paul Robert ont été de nouveau désignés comme suppléants. Le troisième délégué suppléant, M. Estève, ne faisant plus partie de la commission, cette dernière s'est trouvée en présence de deux candidatures : celles de Mme Dervaux et de M. Teisseire, M. Teisseire a été élu.

#### FAMILLE, POPULATION ET SANTE PUBLIQUE

**Vendredi 27 juin 1958.** — *Présidence de M. Jean-Louis Fournier, vice-président.* — La commission a désigné ses délégués à la commission de coordination de la recherche scientifique et du progrès technique.

M. Descours Desacres ne faisant plus partie de la commission a été remplacé par M. Ménard au titre de membre titulaire. Les autres délégués ont été confirmés dans leurs fonctions :

Titulaire : M. Jean Fournier ;

Suppléants : MM. Jean Lacaze, Emile Roux.

## FINANCES

**Jeudi 19 juin 1958.** — *Présidence de M. Alex Roubert, président.* — Le président a exprimé le regret éprouvé par la commission de ne plus voir participer à ses travaux certains collègues non réélus aux récentes élections sénatoriales. Il s'est, par contre, félicité du succès remporté à ces élections par les commissaires réélus, en particulier par les membres du bureau soumis à renouvellement. Le président a ensuite exposé dans quelles conditions pourraient se poursuivre les travaux de la commission pendant l'interruption de la session parlementaire, à la suite du vote de la loi sur les pleins pouvoirs.

La commission unanime se réjouit des premiers résultats obtenus par l'emprunt 3 1/2 p. 100 et souhaite son plein succès.

La commission a entendu un exposé de M. le rapporteur général sur la situation économique et financière à la fin du premier semestre 1958 et sur l'exécution du budget de 1958. Sont intervenus au cours de cet exposé notamment: MM. Fléchet, Walker, de Montalembert, Longuet et Alric.

Puis M. Portmann a donné un bref aperçu de la mission parlementaire aux Etats-Unis à laquelle il a participé dans le cadre de l'O.T.A.N.

Enfin, M. Armengaud a fait un premier exposé relatif à une étude sur la loi-cadre du Marché commun. Il a mis l'accent sur les mesures qui lui sembleraient indispensables pour favoriser l'entrée de l'économie française dans le Marché commun.

Cet exposé a été suivi d'un échange de vues auquel ont participé notamment le président et M. Walker.

## FRANCE D'OUTRE-MER

**Vendredi 27 juin 1958.** — *Présidence de M. M'Bodje, président.* — La commission a décidé de reporter à la rentrée d'octobre la désignation de son deuxième vice-président, pour remplacer M. Castellani.

Elle a, en outre, procédé aux désignations suivantes:

a) Sous-commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale:

M. Delrieu, en remplacement de M. Aubé;

b) Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les affaires d'Indochine :

Membres titulaires : MM. Claireaux et Kotouo, en remplacement de MM. Motais de Narbonne et Zafimahova ;

Membre suppléant : M. Susset, en remplacement de M. Hassan Gouled ;

c) Commission de coordination permanente de la recherche scientifique et du progrès technique :

Membre suppléant : M. Repiquet, en remplacement de M. Aubé ;

d) Comité directeur du F.I.D.E.S. :

Membres suppléants : MM. Boudinot et Botokeky, en remplacement de MM. Aubé et Zafimahova ;

e) Conseil de surveillance de la Caisse centrale de la France d'Outre-Mer :

Membres suppléants : MM. Durand-Réville et Kotouo.

#### JUSTICE ET LEGISLATION CIVILE, CRIMINELLE ET COMMERCIALE

**Mercredi 11 juin 1958.** — *Présidence de M. Georges Pernot, président.* — La commission a procédé à des nominations de rapporteurs.

Ont été désignés :

— M. Jean Geoffroy, pour la proposition de loi (n° 460, session 1957-1958), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 15 de la loi n° 51-1508 du 31 décembre 1951 relatif au Fonds de garantie automobile ;

— M. Marcihacy, pour la proposition de loi (n° 461, session 1957-1958), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier la loi du 29 janvier 1831 en ce qui concerne la prescription des créances de l'Etat et des collectivités publiques ;

— M. Marcel Molle, pour le projet de loi (n° 470, session 1957-1958), modifié par l'Assemblée Nationale, modifiant et complétant le titre IV du « registre du commerce » du Livre I<sup>er</sup> du Code de commerce ;

— M. Louis Gros, pour la proposition de loi (n° 473, session 1957-1958), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à régler les prorogations tardives de sociétés.

M. Marcihacy a ensuite fait un exposé sur le projet de modification des régimes matrimoniaux élaboré par la Commission de réforme du code civil.

## MOYENS DE COMMUNICATION, TRANSPORTS ET TOURISME

**Vendredi 27 juin 1958.** — *Présidence de M. Jean Bertaud, président.* — Après avoir salué la mémoire de M. le Sénateur Emile Lodéon, vice-président de la commission, M. Jean Bertaud a évoqué les conditions particulières dans lesquelles ses collègues étaient appelés à travailler jusqu'au mois d'octobre 1958.

MM. Billiémaz, Kalenzaga et Soldani ont été désignés pour siéger à la sous-commission de contrôle de la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte et M. Mistral à la commission de coordination de la recherche scientifique et du progrès technique, M. Julien Brunhes étant nommé suppléant.

Enfin, le président a suggéré à ses collègues de ne pas élire dans l'immédiat un autre vice-président en remplacement de M. Lodéon décédé et, après un court débat auquel ont participé notamment MM. Billiémaz et Julien Brunhes, cette proposition a été adoptée par la commission.

## PRESSE, RADIO ET CINEMA

**Vendredi 27 juin 1958.** — *Présidence de M. Robert Brizard, président.* — La commission a désigné M. Lamousse comme rapporteur de la proposition de loi (n° 474, session 1957-1958), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à augmenter le nombre des prix à la qualité pour les films de court métrage.

Puis elle a décidé de charger quatre de ses membres d'effectuer le voyage d'information prévu, en vue d'étudier les installations radiophoniques en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, du 7 au 11 juillet prochain.